

Canada ! Dans quelle ère de difficultés va-t-on ainsi, bénévolement, se jeter ! Car, d'après ce qui se apparaît déjà, nous avons la certitude que nos compatriotes ne vont pas courber la tête et accepter en silence la violation de leurs droits scolaires. Ils se lèvent pour la lutte, et ils n'entendent pas laisser angliciser, et par suite « protestantiser », leurs enfants. Ils savent que, sous le régime constitutionnel, les minorités ne sont jamais vaincues que lorsqu'elles cessent de combattre.

Mais quelle surprise, que de voir M. Whitney, le chef du gouvernement ontarien, se laisser aller à la persécution contre l'élément français de sa Province, lui qui, lors des fêtes du 3^e centenaire de Québec, exprimait — si nous avons bon souvenir — de si beaux sentiments à notre égard !

Quelle surprise aussi, pour regarder plus près de nous, de voir le *Quebec Chronicle*, l'organe de nos compatriotes anglais d'ici, et un journal dont nous célébrions volontiers la largeur d'esprit, de le voir maintenant (1) désapprouver nos compatriotes d'Ontario dans la lutte qu'ils engagent pour continuer de jouir du fameux « fair play » britannique, et les exhorter à rester loyaux à la constitution et aux lois — « school laws as other laws. » Nous n'avons pourtant pas à apprendre, supposons-nous, à un journaliste anglais, quels sont les droits des citoyens sur le chapitre de la législation, scolaire ou autre, « school laws as other laws », sous l'admirable constitution britannique . . . Notre confrère donnerait-il le même conseil à ses compatriotes de la Province, s'il arrivait, par impossible, que le gouvernement de Québec voulût appliquer aux écoles de la minorité anglaise et protestante de chez nous le régime auquel, le mois dernier, le gouvernement d'Ontario a décrété de soumettre les écoles de la minorité française et catholique de là-bas ? . . .

Dans ce triste spectacle de la persécution scolaire que nous donne même la province-sœur d'Ontario, avec la consolation que nous apporte déjà l'énergique attitude de nos compatriotes de la minorité française, nous avons aussi le reconfort que nous vaut la noble lettre qu'on vient de publier de Sir Rich. Scott, un ancien ministre d'Ottawa, et où nous lisons cette parole —

(1) *Quebec Chronicle* du 21 septembre.